La situation économique

Monsieur l'Orateur, la foi chrétienne nous demande de pardonner. Je crois qu'un verset de la Bible dit: Pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. En l'occurrence, j'ai beaucoup de peine à pardonner, car je sais qu'ils savent ce qu'ils font. Si l'économie était saine, le gouvernement ne réussirait pas à faire passer son programme constitutionnel et son programme énergétique. L'occasion était belle, et le gouvernement actuel l'a bousillée. Ce n'est qu'au prix du chaos économique, sous la contrainte et au prix de frustrations qu'ils ont amené la population canadienne à un degré d'apathie tel qu'elle est prête à accepter cette véritable révolution que constitue le programme énergétique et la réforme constitutionnelle. Car c'est une véritable révolution que nous vivons.

J'aimerais dire maintenant un mot au sujet de Petro-Canada. Pourquoi la société de la Couronne n'utilise-t-elle pas ses ressources et n'hypothèque-t-elle pas une partie des biens de la nation pour accroître nos réserves énergétiques, au lieu d'acheter des œuvres d'art pour décorer ses bureaux, des entreprises d'aval ou des entreprises indépendantes du secteur de la distribution qui sont entièrement à capitaux canadiens? Pourquoi s'associe-t-elle aux grosses compagnies qui décident du prix du pétrole aux portes des raffineries? A Burnaby, en Colombie-Britannique, Petro-Canada s'est installée et a racheté Merit Oil, une compagnie qui vend de l'essence au rabais aux habitants de Vancouver à 27.8 cents le litre, alors que le prix normal est de 29.8 cents. Cela n'a pas empêché Petro-Canada de s'installer et d'acheter cette entreprise indépendante sous contrôle canadien.

M. Lalonde: Elle était en faillite.

M. Huntington: Elle n'était pas en faillite. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde), ce mage de l'énergie, prétend que Merit Oil était en faillite. Les sociétés indépendantes étaient en difficulté dans tout le Canada, y compris dans la province du ministre, pour une seule et unique raison: elles avaient été étouffées par ceux qui possèdent les raffineries du pays.

M. Lalonde: Les multinationales.

M. Huntington: Qui pensez-vous s'est joint aux multinationales, monsieur l'Orateur? Petro-Canada couche avec les multinationales tout comme le NPD couche avec le ministre.

Des voix: Bravo!

● (2210)

M. Huntington: Quelles ressources Petro-Canada pourrait-elle utiliser pour produire un baril de pétrole de plus, pour faire de la prospection ou risquer de l'argent? Qui, à Petro-Canada, peut prendre une décision sur l'emplacement de nouveaux puits de forage? Petro-Canada est là pour mettre la main sur la propriété intellectuelle de tous ceux qui ont pris des risques dans l'extrême Nord, si elle décide d'emprunter les sentiers battus.

J'ai écouté, ce soir, le ministre des Finances, qui a quitté la Chambre, je pense, sans être arrivé à comprendre ce qui n'allait pas. Rien ne va en ce qui concerne les priorités du gouvernement. Celui-ci ne sait tout simplement pas où faire porter ses efforts et investir les ressources financières dont il dispose. Encore une fois, il gaspille. Parlons du prix mondial que le gouvernement refuse d'adopter. Les consommateurs de tout le pays payent entre 135 et 164 p. 100 du prix mondial

pour les biens de consommation, mais nous nous obstinons, parce que cela fait l'affaire des salariés et des industries du centre du Canada.

Cependant, lorsqu'une des régions périphériques du pays réclame le prix mondial pour l'une de ses ressources non renouvelables, ce sont les hauts cris. Les provinces consommatrices veulent avoir les ressources à 50 p. 100 du prix mondial. Qu'arriverait-il si nous nous rapprochions plus rapidement du cours mondial? Cela donnerait un nouvel essor à la recherche et créerait d'énormes possibilités que nous avons perdues au profit de l'Allemagne, du Japon et des États-Unis. C'est le prix mondial qui leur a donné ces possibilités, et nous serons obligés de racheter à ces pays les produits manufacturés et la technologie que nous avons perdus à cause de notre immobilisme.

Nous aurions dès maintenant de nouvelles réserves d'énergie et de nouvelles formes d'énergie si nous avions haussé notre prix intérieur plus rapidement. Il en aurait résulté des économies d'énergie, ce qui a été prouvé aux États-Unis et dont le Canada n'a pas profité. Nous aurions connu une vitalité renouvelée. La recherche serait en plein essor et le chômage en diminution. Le dollar aurait la même valeur que la devise américaine et les taux d'intérêt seraient plus faibles. Nous serions l'un des plus grands pays industrialisés de la planète, et nous ferions bon usage des ressources dont Dieu nous a fait don, au lieu de les dilapider comme le fait le gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Huntington: Si le dollar canadien était à parité, les salariés verraient leur pouvoir d'achat augmenter et ils n'auraient pas à réclamer de telles augmentations de salaire pour compenser la baisse de la valeur du dollar et maintenir leur pouvoir d'achat. Là est tout le problème.

J'ai écouté la réponse que le ministre a faite à une question qu'un de ses collègues lui a posée aujourd'hui au sujet de la recherche. Je n'en croyais pas mes oreilles. La politique du gouvernement libéral en matière de recherche et de développement des douze dernières années a conduit le pays à accumuler un déficit en matière de produits finis de 18 milliards. Ce qui m'inquiète, c'est que les bureaucrates qui sont au service du gouvernement sont convaincus qu'ils sont les mieux qualifiés pour ventiler les points fiscaux ou les recettes fiscales entre les secteurs à risques, la recherche et les industries de pointe.

Je trouve cela ahurissant parce que si le gouvernement prévoyait 50 millions supplémentaires en points fiscaux, il pourrait remettre ces points fiscaux au secteur privé et laisser les chefs d'entreprises, les ingénieurs et les savants du secteur privé prendre les décisions. Le pays connaîtrait alors un regain d'activité économique et l'argent ferait boule de neige, situation qu'aucune mesure que prendra le Parlement ontarien ou fédéral ne risque de créer.

Notre politique de la recherche et du développement est périmée et archaïque et elle se perpétue grâce à la bureaucratie et à l'attitude du gouvernement. La seule chose qu'il me presse de faire ce soir c'est d'implorer le gouvernement d'entendre ce message, et de donner des points fiscaux à ce secteur, comme le demandent toutes les associations sérieuses du Canada.